



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Rapport annuel de performances

Annexe au projet de loi relative aux résultats de la gestion
et portant approbation des comptes de l'année 2025

PROGRAMME 220
Statistiques et études économiques



PROGRAMME 220

Statistiques et études économiques

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Fabrice LENGART

Directeur général de l'Insee

Responsable du programme n° 220 : Statistiques et études économiques

Le programme 220 couvre les activités de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Afin d'éclairer le débat économique et social, l'Insee collecte, produit, analyse et diffuse des informations socio-économiques issues du recensement de la population, des enquêtes auprès des ménages et des entreprises ou de l'exploitation de fichiers administratifs. Il produit des études et des données nécessaires à l'analyse des situations macroéconomique, démographique et sociale, françaises ou européennes, qui permettent d'éclairer les acteurs du débat public.

L'Insee coordonne les travaux des services statistiques ministériels et contribue à la production de statistiques européennes harmonisées, en lien avec Eurostat et avec ses homologues de l'Union européenne.

Outre la combinaison originale de production statistique et de réalisation d'études, l'Insee se distingue de ses homologues étrangers par le rôle structurant dans son activité de tenue des registres nécessaires à la vie économique, sociale et démocratique : le répertoire Sirene (répertoire national d'identification des entreprises et de leurs établissements), la partie française du système d'identifiant unique mondial des entités économiques (LEI), le répertoire électoral unique (REU) et le répertoire national d'identification des personnes physiques. Ces activités ont un rôle croissant dans la transformation numérique de l'action publique.

Activité et faits marquants de l'année 2025

L'Insee a assuré cette année encore son rôle d'éclaireur des enjeux économiques et sociaux en couvrant un large éventail de thématiques nationales et territoriales, allant des revenus et patrimoines à l'emploi, ainsi que sur la démographie des entreprises, la transition numérique et écologique, ou encore les dynamiques territoriales sous des aspects variés. Les travaux de l'Institut se sont également traduits en 2025 par un nouvel enrichissement des comptes nationaux augmentés, après l'étape majeure de 2024, avec notamment la publication des « comptes carbone » pour l'année 2024 et l'intégration d'indicateurs environnementaux dans les prévisions économiques. En outre, les travaux de 2025 pour l'actualisation des comptes nationaux distribués devraient permettre une publication au premier trimestre 2026. Par ailleurs, l'exploitation de nouvelles sources de données et de méthodes innovantes a permis d'éclairer des enjeux majeurs tels que l'épargne des ménages et la rénovation énergétique. Enfin, une opération de recensement exhaustif de la population de l'île de Mayotte a été menée du 27 novembre 2025 à début janvier 2026, suite au passage du cyclone Chido qui a perturbé la méthode classique de recensement par agrégation d'enquêtes annuelles.

L'année a également été marquée par des avancées structurantes dans la production statistique. Plusieurs chantiers majeurs ont franchi des étapes importantes, parmi lesquels la mise en production du Répertoire Statistique des Individus et des Logements (Résil), la poursuite du déploiement de la filière d'enquête avec le portail Platine pour toutes les enquêtes auprès des entreprises, la réingénierie des grandes enquêtes sectorielles et la préparation de la bascule dans la filière d'enquête de l'enquête Statistiques sur les ressources et conditions de vie (SRCV). Des progrès notables ont également concerné les opérations de recensement de la population avec les évolutions du bulletin individuel destinées notamment à apprécier les limitations d'activité au quotidien pour raison de santé, la gestion de la confidentialité des données portant sur les quartiers prioritaires de la ville, l'accélération des délais de publication de l'emploi salarié, l'intégration

de Mayotte dans l'enquête emploi et l'évolution de la nomenclature d'activité de Sirene. En parallèle, plusieurs enquêtes auprès des ménages, d'envergure et à périodicité longue, ont été préparées ou lancées en 2025, notamment les enquêtes Familles, Sans domicile, Emploi du temps et Budget de famille.

Les innovations ont également porté sur le système d'information et les outils informatiques. La sortie réussie du logiciel d'analyses statistiques SAS, et la bascule vers des logiciels open source (R, Python), est le résultat d'une mobilisation collective importante, saluée lors de la journée BercyInnov, notamment pour l'usage maîtrisé de l'intelligence artificielle. La solution logicielle « Onyxia » au service de l'innovation en datascience, a confirmé son positionnement à la pointe de l'innovation, avec une reconnaissance à l'international. Enfin, l'API Sirene d'accès aux données du répertoire Sirene a été distinguée pour son écoconception.

En 2025, afin de mieux répondre aux attentes des publics diversifiés, l'INSEE a poursuivi la modernisation du site internet, l'enrichissement de l'offre thématique et le développement de la présence de l'Institut sur les réseaux sociaux. En parallèle, l'Insee poursuit son engagement en faveur de la diffusion de la culture statistique auprès du jeune public, engagement concrétisé par la récompense d'une équipe de jeunes français lors de la compétition européenne de la statistique. L'expérimentation de nouvelles rencontres citoyennes a également contribué à renforcer le dialogue avec le public sur le rôle des statistiques publiques dans la vie quotidienne.

Ces avancées ont été réalisées avec une économie de moyens budgétaires et humains, dans le respect de la trajectoire financière définie par le contrat budgétaire 2023-2025. Celui-ci a permis à l'Insee de poursuivre ses engagements de transformation, sur la modernisation des enquêtes et des répertoires, sur les évolutions du recensement de la population, sur l'optimisation de la gestion des moyens et les transformations numériques, notamment en matière de sécurité informatique.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Respecter les engagements de la France par rapport à l'Europe en termes de délais de diffusion des résultats économiques

INDICATEUR 1.1 : Nombre de jours de retard cumulés entre les dates de diffusion et les dates prévues dans les engagements européens

OBJECTIF 2 : Développer la dématérialisation des enquêtes, dans le but d'alléger la charge de réponse des enquêtés, de gagner en qualité et de réduire les coûts

INDICATEUR 2.1 : Dématérialisation des enquêtes

OBJECTIF 3 : Faire parler les chiffres de l'Insee et aller au-devant de tous les publics

INDICATEUR 3.1 : Pertinence de l'Insee du point de vue des utilisateurs du site Insee.fr

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Respecter les engagements de la France par rapport à l'Europe en termes de délais de diffusion des résultats économiques

Les comptes trimestriels produisent un ensemble cohérent d'indicateurs qui fournissent une vue globale de l'activité économique récente. Les statistiques économiques conjoncturelles permettent d'analyser l'évolution à court terme de l'offre et de la demande, des facteurs de production et des prix à la production. Ces données sont essentielles au pilotage macroéconomique national et au pilotage monétaire de la zone euro. La qualité et la rapidité de la production de ces informations, ainsi que la ponctualité de leur diffusion témoignent du respect par la France de ses engagements européens en matière de statistiques économiques. La non-ponctualité est susceptible d'entraîner des sanctions financières.

Les délais de diffusion de ces données font l'objet d'un suivi à travers deux sous-indicateurs concernant deux champs d'activité différents :

- **Données de comptabilité nationale.** Dans un contexte où les délais sont de plus en plus tendus, deux versions des comptes nationaux trimestriels sont diffusées, la Première estimation, d'une part, dont la publication répond aussi à l'engagement de fourniture d'une estimation précoce du PIB dans les 30 jours suivant la fin du trimestre de référence, et les Résultats détaillés, d'autre part, à transmettre dans un délai de 60 jours suivant la fin du trimestre de référence.
- **Indices économiques conjoncturels.** La production de ces indicateurs est encadrée par le règlement 2019/2152 du 27 novembre 2019 relatif aux statistiques européennes d'entreprises (règlement EBS). Il définit le calendrier de livraison des indicateurs à Eurostat.

INDICATEUR

1.1 – Nombre de jours de retard cumulés entre les dates de diffusion et les dates prévues dans les engagements européens

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2023 Réalisation	2024 Réalisation	2025 Cible	2025 Réalisation	Atteinte de la cible	2026 Cible
Diffusion des comptes trimestriels	jours	0	0	0	0	cible atteinte	0
Diffusion des indices économiques conjoncturels	jours	0	0	0	0	cible atteinte	0

Commentaires techniques

Les indices économiques conjoncturels pris en compte pour le second sous-indicateur sont les suivants : indice de la production industrielle, indice de chiffre d'affaires dans l'industrie, indice de chiffre d'affaires dans le commerce de détail, indice de chiffre d'affaires dans le commerce de gros et les services, indices des prix à la production dans l'industrie.

Sources des données :

- Insee-fichiers de résultats,
- publication des *Informations rapides* sur le site Internet de l'Insee (livraisons),
- publication des communiqués de presse d'Eurostat. Délais dans les règlements et plan d'action de l'Union économique et monétaire (UEM).

ANALYSE DES RÉSULTATS

En 2025 et pour la 4^e année consécutive, l'ensemble des données des comptes trimestriels ont pu être diffusées aux dates requises par les engagements vis-à-vis d'Eurostat. L'indicateur traduit les engagements de rapidité dans la diffusion de données économiques.

Ces engagements en matière de délais ont également été tenus pour la diffusion des indices économiques conjoncturels. Le respect rigoureux du calendrier de publication demeure un objectif pour l'année en cours.

OBJECTIF

2 – Développer la dématérialisation des enquêtes, dans le but d'alléger la charge de réponse des enquêtés, de gagner en qualité et de réduire les coûts

Depuis plusieurs années, l'Insee développe la collecte en ligne, proposée à la fois aux citoyens et aux entreprises. Ce mode de collecte permet de moins solliciter les répondants, de fiabiliser les données produites par des processus de contrôle mieux ciblés et de réduire les coûts.

La possibilité de répondre au recensement de la population par internet a été généralisée en 2015 sur tout le territoire. En 2025, 70,8 % des ménages ont répondu en ligne.

Dans le domaine des enquêtes auprès des entreprises, le dispositif Coltrane met à disposition des entreprises un portail qui rassemble toutes les enquêtes de l'Insee et certaines de services statistiques ministériels. Ce point d'accès unique rend plus aisée la réponse aux enquêtes, en offrant en outre aux répondants divers services (visibilité de toutes les enquêtes, gestion des contacts, ergonomie des questionnaires, preuve de dépôt des réponses). Les enquêtes auprès des entreprises vont migrer progressivement dans une nouvelle filière de collecte internet (Platine).

Depuis plusieurs années, l'Insee développe aussi un programme de modernisation de ses enquêtes auprès des ménages visant à proposer aux personnes interrogées différents modes de réponses (face à face, courrier, téléphone, internet). Désormais, l'Insee étudie l'éventuel passage en multimode de toute enquête, en refonte ou en conception, en fonction de critères de qualité statistique et d'efficacité. Ces refontes sont étagées dans le temps en fonction des possibilités techniques, de complexité croissante liées au développement des outils de collecte et des gains attendus.

INDICATEUR

2.1 – Dématérialisation des enquêtes

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2023 Réalisation	2024 Réalisation	2025 Cible	2025 Réalisation	Atteinte de la cible	2026 Cible
Taux de réponse par Internet au recensement de la population	%	64,5	68,5	69	70,8	cible atteinte	71,8
Pourcentage d'enquêtes auprès des entreprises (Insee ou SSM) utilisant le dispositif Coltrane	%	97	97	95	97	cible atteinte	95
Proportion d'enquêtes auprès des ménages proposées par internet, ou par téléphone avec plusieurs modes de réponse	%	64	62,3	80	80	cible atteinte	86

Commentaires techniques

Le 1^{er} sous-indicateur concerne le taux de réponse par Internet pour les résidences principales (RP). Il rapporte le nombre de RP collectées par internet au nombre total de résidences principales devant être recensées (nombre de RP collectées par internet + nombre de RP collectées papier + nombre de feuilles de logements non enquêtés). La cible porte sur le champ France entière y compris Mayotte.

Le 2^e sous-indicateur est le nombre cumulé d'enquêtes auprès des entreprises utilisant la plate-forme de collecte Coltrane rapporté au nombre d'enquêtes ayant un visa du CNIS dont la collecte a débuté en année N et qui pourraient faire l'objet d'une collecte via Coltrane.

Le 3^e sous-indicateur concerne l'ensemble des enquêtes auprès des ménages de métropole ou des DOM figurant au programme des enquêtes ménages de l'Insee une année donnée (y compris pilotes, hors tests). Le numérateur est le nombre total d'enquêtes auprès des ménages interrogés pour lesquelles un mode de réponse par internet ou par téléphone en multimode est proposé, et dont la collecte débute dans le courant de l'année N. Le dénominateur est le nombre d'enquêtes auprès des ménages dont la collecte débute dans le courant de l'année N.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Le taux de réponse au recensement par internet continue de croître, atteignant 70,8 % en 2025. Depuis 2022, la mise en place d'un protocole permettant de répondre sans rencontrer l'agent recenseur favorise l'augmentation des réponses en ligne. En 2024, l'adaptation du questionnaire pour faciliter la réponse sur smartphone a eu des effets très positifs. Cette dynamique est appelée à se poursuivre, à un rythme plus ralenti du fait du niveau déjà atteint.

Le pourcentage d'enquêtes dématérialisées auprès des entreprises (Insee ou SSM), en 2025, est stable par rapport aux deux années précédentes, s'établissant à 97 %. Seule l'enquête sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires (Écmoss) fait exception, en recourant à la fonctionnalité de dépôt-retrait sans utiliser l'authentification Coltrane pour le dépôt de fichiers.

Le pourcentage de ménages interrogés à qui on propose depuis 2023 le mode de collecte en multimode, pour répondre à l'une des enquêtes pérennes ou à une enquête à périodicité plus espacée, est passé de 60 % en 2022 à 80 % en 2025, soit la cible.

OBJECTIF

3 – Faire parler les chiffres de l'Insee et aller au-devant de tous les publics

Pour mesurer l'atteinte de cet objectif, l'Insee s'appuie sur les résultats de l'enquête Image qu'il réalise chaque année auprès des visiteurs de son site internet. Cette enquête, menée auprès d'un échantillon d'au moins 4 000 internautes, en totalité visiteurs externes du site, vise à analyser l'image de l'Insee, la crédibilité des indicateurs qu'il propose, la confiance dans les chiffres et les données produits et diffusés sur la situation économique et sociale de la France ainsi que les actions à mettre en œuvre pour améliorer le service rendu aux utilisateurs.

INDICATEUR

3.1 – Pertinence de l'Insee du point de vue des utilisateurs du site Insee.fr

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2023 Réalisation	2024 Réalisation	2025 Cible	2025 Réalisation	Atteinte de la cible	2026 Cible
Pertinence de l'Insee du point de vue des utilisateurs du site Insee.fr	%	89 %	89 %	> 88%	87	absence amélioration	> 88%

Commentaires techniques

Mode de calcul :

Rapport entre le nombre de répondants « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » avec la proposition « L'Insee est un organisme qui produit et diffuse des informations indispensables à l'analyse de la situation économique et sociale de la France » et le nombre total de répondants.

Sources des données : Résultat de l'enquête « Image » réalisée chaque année auprès d'au moins 4 000 visiteurs du site « insee.fr ».

ANALYSE DES RÉSULTATS

En 2025, le résultat de l'enquête présente une légère érosion, s'établissant à 87 %, contre 89 % en 2024 et 2023. Ce niveau est toutefois à moduler par une amélioration de l'image de l'Insee auprès des moins de 25 ans, et il reste à proximité immédiate de la cible rehaussée à 88 % en 2022. Depuis 2018, il varie entre 86 % (en 2022) et 90 %. Plus précisément, en 2025, le taux atteint 92 % parmi les 18 à 25 ans, 93 % parmi les titulaires d'un diplôme de niveau Bac+5 et plus, mais 71 % seulement pour les répondants n'ayant pas le baccalauréat. L'écart atteint 12 points entre les deux extrêmes de l'échelle des professions et catégories sociales.

Présentation des crédits

2025 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2025 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action Prévision LFI 2025 Consommation 2025	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes	120 040 047 121 172 193	8 809 243 10 530 340		20 000 000 20 554 751		148 849 290 152 257 284	149 880 545
06 – Action régionale	42 977 116 48 783 191	740 751 1 275 148				43 717 867 50 058 339	43 936 463
08 – Information économique, démographique et sociale	126 885 017 125 769 239	4 197 593 4 040 921	180 806	709 431		131 082 610 130 700 396	131 832 759
09 – Pilotage, soutien et formation initiale	110 592 342 98 049 842	35 320 242 31 134 497	2 971 462	33 500	5 200	145 912 584 132 194 501	150 712 584
Total des AE prévues en LFI	400 494 522	49 067 829	0	20 000 000	0	469 562 351	476 362 351
Ouvertures / annulations par FdC et AdP	+2 215 541		+10 241 699 (hors titre 2)			+12 457 240	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	-70 000		+3 831 070 (hors titre 2)			+3 761 070	
Total des AE ouvertes	402 640 063		83 140 598 (hors titre 2)			485 780 662	
Total des AE consommées	393 774 464	46 980 906	3 152 268	21 297 682	5 200	465 210 520	

2025 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action Prévision LFI 2025 Consommation 2025	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes	120 040 047 121 172 193	7 577 007 10 107 072		22 100 000 22 627 841		149 717 054 153 907 106	150 748 309
06 – Action régionale	42 977 116 48 783 191	775 664 1 367 309		10 000		43 752 780 50 160 499	43 971 376
08 – Information économique, démographique et sociale	126 885 017 125 769 239	4 395 427 4 585 217	258 910	859 431		131 280 444 131 472 795	132 030 593
09 – Pilotage, soutien et formation initiale	110 592 342 98 049 842	37 101 762 29 306 514	3 243 514	26 000	5 200	147 694 104 130 631 069	152 494 104
Total des CP prévus en LFI	400 494 522	49 849 860	0	22 100 000	0	472 444 382	479 244 382
Ouvertures / annulations par FdC et AdP	+2 215 541		+9 873 714 (hors titre 2)			+12 089 255	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	-70 000		+1 141 732 (hors titre 2)			+1 071 732	
Total des CP ouverts	402 640 063		82 965 306 (hors titre 2)			485 605 369	
Total des CP consommés	393 774 464	45 366 111	3 502 424	23 523 272	5 200	466 171 470	

2024 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2024</i> <i>Consommation 2024</i>						
01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes	118 669 620 114 206 176	8 358 233 8 154 778	84 275	21 963 684 22 951 049	148 991 537	150 022 793 145 396 279
06 – Action régionale	42 486 472 44 628 168	634 025 1 386 018		3 000	43 120 497	43 339 096 46 017 186
08 – Information économique, démographique et sociale	125 436 444 122 602 745	5 152 702 3 105 974	360 940	511 303	130 589 146	131 339 291 126 580 963
09 – Pilotage, soutien et formation initiale	109 334 045 105 264 816	53 725 084 36 919 736	6 038 502	7 740	163 059 129	167 859 129 148 230 794
Total des AE prévues en LFI	395 926 581	67 870 044	0	21 963 684	485 760 309	492 560 309
Total des AE consommées	386 701 906	49 566 506	6 483 718	23 473 092		466 225 222

2024 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2024</i> <i>Consommation 2024</i>						
01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes	118 669 620 114 206 176	9 358 234 10 310 657	84 275	21 863 684 20 794 589	149 891 538	150 922 794 145 395 697
06 – Action régionale	42 486 472 44 628 168	634 025 1 467 686		13 000	43 120 497	43 339 096 46 108 854
08 – Information économique, démographique et sociale	125 436 444 122 602 745	5 752 702 5 041 674	281 846	111 303	131 189 146	131 939 291 128 037 569
09 – Pilotage, soutien et formation initiale	109 334 045 105 264 816	39 936 697 29 041 728	5 473 026	7 750	149 270 742	154 070 742 139 787 320
Total des CP prévus en LFI	395 926 581	55 681 658	0	21 863 684	473 471 923	480 271 923
Total des CP consommés	386 701 906	45 861 745	5 839 147	20 926 642		459 329 440

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2024	Ouvertes en 2025	Consommées* en 2025	Consommées* en 2024	Ouverts en 2025	Consommées* en 2025
Titre 2 – Dépenses de personnel	386 701 906	400 494 522	393 774 464	386 701 906	400 494 522	393 774 464
Rémunérations d'activité	245 287 142	250 384 255	246 469 569	245 287 142	250 384 255	246 469 569
Cotisations et contributions sociales	138 090 199	146 900 982	143 629 960	138 090 199	146 900 982	143 629 960
Prestations sociales et allocations diverses	3 324 565	3 209 285	3 674 934	3 324 565	3 209 285	3 674 934

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2024	Ouvertes en 2025	Consommées* en 2025	Consommées* en 2024	Ouverts en 2025	Consommées* en 2025
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	49 566 506	49 067 829	46 980 906	45 861 745	49 849 860	45 366 111
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	49 601 006	49 067 829	46 977 306	45 861 745	49 849 860	45 366 111
Subventions pour charges de service public	-34 500	0	3 600	0	0	0
Titre 5 – Dépenses d'investissement	6 483 718	0	3 152 268	5 839 147	0	3 502 424
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	2 928 183	0	2 367 602	2 401 277	0	2 491 249
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	3 555 535	0	784 666	3 437 871	0	1 011 175
Titre 6 – Dépenses d'intervention	23 473 092	20 000 000	21 297 682	20 926 642	22 100 000	23 523 272
Transferts aux collectivités territoriales	22 800 740	20 000 000	21 164 182	20 644 280	22 100 000	23 237 272
Transferts aux autres collectivités	672 352	0	133 500	282 362	0	286 000
Titre 7 – Dépenses d'opérations financières	0	0	5 200	0	0	5 200
Prêts et avances	0	0	5 200	0	0	5 200
Total hors FdC et AdP		469 562 351			472 444 382	
Ouvertures et annulations* en titre 2		+2 145 541			+2 145 541	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		+14 072 769			+11 015 446	
Total*	466 225 222	485 780 662	465 210 520	459 329 440	485 605 369	466 171 470

* y.c. FdC et AdP

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2024	Prévues en LFI pour 2025	Ouvertes en 2025	Ouverts en 2024	Prévus en LFI pour 2025	Ouverts en 2025
Dépenses de personnel	673 490	800 000	759 723	673 490	800 000	759 723
Autres natures de dépenses	8 910 116	6 000 000	7 934 531	8 910 116	6 000 000	7 934 531
Total	9 583 605	6 800 000	8 694 254	9 583 605	6 800 000	8 694 254

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS (HORS DÉCRET DE SERVICES VOTÉS)

■ ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
01/2025		387 380		387 380				
02/2025		21 551		21 551				

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
03/2025		748 802		748 802				
04/2025		866 567		866 567				
05/2025		772 543		772 543				
06/2025		422 805		422 805				
07/2025		30 285		30 285				
08/2025		769 408		769 408				
09/2025		358 922		358 922				
10/2025		132 314		132 314				
11/2025		1 455 166		1 455 166				
12/2025		666 093		666 093				
01/2026		23 005		23 005				
Total		6 654 841		6 654 841				

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
01/2025		156 737		156 737				
04/2025		609 964		609 964				
07/2025	178 167		178 167					
08/2025	184 107		184 107					
09/2025	238 505		238 505					
10/2025	158 945	126 274	158 945	126 274				
12/2025		386 714		386 714				
Total	759 723	1 279 690	759 723	1 279 690				

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
05/02/2025		3 828 617						
Total		3 828 617						

ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
19/02/2025	1 455 818	2 307 168	1 455 818	1 939 183				
Total	1 455 818	2 307 168	1 455 818	1 939 183				

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
07/03/2025		1 796 721		2 326 360				
Total		1 796 721		2 326 360				

DÉCRETS DE TRANSFERT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
09/07/2025		1 758 411		1 758 411	70 000		70 000	
03/12/2025		1 500 000		1 500 000				
Total		3 258 411		3 258 411	70 000		70 000	

DÉCRETS DE VIREMENT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
11/07/2025						1 095 193		1 095 193
Total						1 095 193		1 095 193

LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
08/12/2025						3 957 486		3 347 846
Total						3 957 486		3 347 846

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total général	2 215 541	19 125 448	2 215 541	15 458 485	70 000	5 052 679	70 000	4 443 039

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes	120 040 047 121 172 193	28 809 243 31 085 091	149 880 545 152 257 284	120 040 047 121 172 193	29 677 007 32 734 913	150 748 309 153 907 106
06 – Action régionale	42 977 116 48 783 191	740 751 1 275 148	43 936 463 50 058 339	42 977 116 48 783 191	775 664 1 377 309	43 971 376 50 160 499
08 – Information économique, démographique et sociale	126 885 017 125 769 239	4 197 593 4 931 157	131 832 759 130 700 396	126 885 017 125 769 239	4 395 427 5 703 557	132 030 593 131 472 795
09 – Pilotage, soutien et formation initiale	110 592 342 98 049 842	35 320 242 34 144 659	150 712 584 132 194 501	110 592 342 98 049 842	37 101 762 32 581 228	152 494 104 130 631 069
Total des crédits prévus en LFI *	400 494 522	69 067 829	469 562 351	400 494 522	71 949 860	472 444 382
Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP	+2 145 541	+14 072 769	+16 218 311	+2 145 541	+11 015 446	+13 160 987
Total des crédits ouverts	402 640 063	83 140 598	485 780 662	402 640 063	82 965 306	485 605 369
Total des crédits consommés	393 774 464	71 436 056	465 210 520	393 774 464	72 397 006	466 171 470
Crédits ouverts - crédits consommés	+8 865 600	+11 704 542	+20 570 142	+8 865 600	+10 568 300	+19 433 899

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

PASSAGE DU PLF À LA LFI

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	401 700 930	70 748 386	472 449 316	401 700 930	71 630 417	473 331 347
Amendements	-1 206 408	-1 680 557	-2 886 965	-1 206 408	+319 443	-886 965
LFI	400 494 522	69 067 829	469 562 351	400 494 522	71 949 860	472 444 382

Le PLF 2025 prévoyait 470 M€ en AE et 472 M€ en CP (hors fonds de concours et attribution de produits). Plusieurs amendements ont été adoptés dans le cadre des crédits ouverts par la LFI :

- En PLF 2025, les crédits inscrits au titre des dépenses hors titre 2 s'élevaient à **70 748 386 € en AE** et **71 630 417 € en CP**. À la suite de l'adoption de plusieurs amendements dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances, ces montants ont été ajustés de **-1 680 557 € en AE** et **+319 443 € en CP**. Les crédits ouverts en loi de finances initiale (LFI) 2025 s'établissent ainsi à **69 067 829 € en AE** et **71 949 860 € en CP**.
- Les crédits prévus en PLF au titre des dépenses de personnel (titre 2) s'élevaient à **401 700 930 € en AE** et **en CP**. Un amendement a minoré ces crédits de **-1 206 408 € en AE** et **en CP**. Les crédits ouverts en LFI 2025 s'établissent donc à **400 494 522 € en AE** et **en CP**.

AMENDEMENTS PLF 2025

Amendements		Amendements AE T2 (Cas + Hors CAS)	Amendements AE HT2	Amendements CP T2 (Cas + Hors CAS)	Amendements CP HT2
II-5008	Levée de gage ECO (Insee)	0	12 300 000	0	14 300 000
II-3669	French Tech Tremplin	0	-1 000 000	0	-1 000 000
II-308	Financement des pôles de compétitivité	0	-9 000 000	0	-9 000 000
II-313	Label « Entreprise du patrimoine vivant »	0	-1 300 000	0	-1 300 000
II-820	Économie transversale MEFSIN	-1 206 408	0	-1 206 408	0
II-820	Économie transversale MEFSIN	0	-2 680 557	0	-2 680 557
TOTAL		-1 206 408	-1 680 557	-1 206 408	319 443

■ JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES / DE FIN DE GESTION

DÉCRET DE SERVICES VOTÉS

- Décret n° 2024-1253 du 30 décembre 2024 portant répartition des crédits relatifs aux services votés pour 2025,

89 833 728 € en AE et 77 545 342 € en CP pour le hors titre 2 et 395 926 581 € en AE et CP pour le titre 2.

REPORTS DE CRÉDITS

- Arrêté du 5 février 2025 portant report d'autorisations d'engagement affectées non engagées (AENE) de 3 828 617 €;

- Arrêté du 19 février 2025 portant reports de fonds de concours de 2 307 168 € en AE et de 1 939 183 € en CP pour le Hors Titre 2 et 1 455 818 € en AE et en CP pour le Titre 2 ;

- Arrêté du 7 mars 2025 portant report de crédits généraux de 1 796 721 € en AE et de 2 326 360 € en CP pour le Hors Titre 2.

LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION

- Loi n° 2025-1173 du 8 décembre 2025 portant annulation de 4,0 M€ en AE et 3,3 M€ en CP pour le Hors Titre 2.

TRANSFERTS ET VIREMENTS DE CRÉDITS

- Décret n° 2025-624 du 9 juillet 2025 portant transfert de crédits pour le Hors Titre 2 et le Titre 2 :

- -6 250 € en AE et en CP à destination du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » destinés au financement de l'agencement du stand de l'État au salon Vivatech ;
- -235 339 € en AE et en CP à destination du programme 215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture » destinés au financement de prestations d'hébergement informatique par le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire ;
- -70 000 € en AE et en CP et -1 ETPT pour le Titre 2 à destination du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » destiné au financement du renouvellement et transfert du service Proconnect;
- +2 100 000 € en AE et CP en provenance du programme 138 « Emploi outre-mer » à destination du programme 220, destinés au financement du recensement exhaustif de la population à Mayotte;
- -100 000 € en AE et CP à destination du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental », destinés au financement du transfert de la diffusion web du répertoire Sirene vers l'Annuaire des Entreprises.

- Décret n° 2025-632 du 11 juillet 2025 portant virement de crédits pour le Hors Titre 2 :

- -197 001 € en AE et en CP à destination du programme 302 « Facilitation et sécurisation des échanges » destinés au financement de prestations d'hébergement informatique dans le Centre serveur des Douanes à Osny ;
- -886 087 € en AE et en CP à destination du programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local » destinés au financement de l'utilisation du logiciel SAS ;
- -12 105 € en AE et en CP à destination du programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local », destinés au financement de fournitures de services d'hébergement sur le cloud interministériel Nubo.

- Décret n° 2025-1158 du 3 décembre 2025 portant transfert de crédits pour le Hors Titre 2 :

- +1 500 000 € en AE et en CP en provenance du programme 161 « Sécurité civile » à destination du programme 220, destinés au financement du relogement des élèves du centre de formation de l'INSEE à Libourne.

■ ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

N° du fonds	Libellé	Crédits rattachés AE=CP
57-2-2-0246	Rémunération de certains services rendus par l'Insee	6 636 324
57-2-2-0710	Produits de cessions de biens immobiliers	18 517
2257-1-4-0249	Contribution de l'Union Européenne à certaines études ou enquêtes de l'Insee (HT2)	1 279 690
57-1-1-00561	Contribution de l'Union Européenne à certaines études ou enquêtes de l'Insee (T2)	759 723
57-1-2-0065	Participation du FIPHP	0
TOTAL		8 694 254

Le niveau des recettes perçues en 2025, pour 8 694 254 € au total, a diminué de 889 351 € en AE et en CP par rapport à 2024. Cette diminution s'explique par le retard des versements des préfinancements (FDC) de l'Union européenne, dans le cadre des conventions européennes signées en 2025.

■ RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Mise en réserve initiale	2 002 473	3 798 731	5 801 204	2 002 473	3 957 242	5 959 715
Surgels	0	916 967	916 967	0	228 428	228 428
Dégels	-2 002 473	-4 715 698	-6 718 171	-2 002 473	-4 185 670	-6 188 143
Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)	0	0	0	0	0	0

Les dotations en LFI du programme 220 pour l'année 2025 ont fait l'objet d'une mise en réserve initiale à hauteur de 3,8 M€ en AE et de 4,0 M€ en CP pour le hors titre 2 et de 2,0 M€ en AE et CP pour le titre 2, d'un surgel de 916 967 € en AE et de 228 428 € en CP pour le hors titre 2, d'un dégel en gestion de 4,7 M€ en AE et 4,2 M€ en CP sur les crédits Hors Titre 2 et de 2,0 M€ en AE et CP pour le titre 2.

La loi n° 2025-1173 du 8 décembre 2025 de finances de fin de gestion pour 2025 s'est traduite par l'annulation de 4,0 M€ en AE et 3,3 M€ en CP pour le Hors Titre 2.

Aucun mouvement de fongibilité asymétrique n'a eu lieu en 2025.

EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

■ EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Transferts de gestion 2024	Réalisation 2024	LFI + LFR 2025	Transferts de gestion 2025	Réalisation 2025	Écart à LFI + LFR 2025 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4))
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(5 - (3 + 4))
1424 – Catégorie A+	0,00	345,37	360,00	0,00	338,62	-21,38
1425 – Catégorie A	0,00	1 572,19	1 309,00	-1,00	1 629,07	+321,07
1426 – Catégorie B	0,00	1 983,37	1 914,00	0,00	1 977,82	+63,82
1427 – Catégorie C	0,00	1 023,79	1 449,33	0,00	980,53	-468,80
Total	0,00	4 924,72	5 032,33	-1,00	4 926,04	-105,29

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Mesures de périmètre en LFI	Mesures de transfert en LFI	Corrections techniques	Impact des schémas d'emplois pour 2025	dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2024 sur 2025	dont impact du schéma d'emplois 2025 sur 2025
	(6)	(7)	(8)	(5-4)-(2-1)-(6+7+8)		
1424 – Catégorie A+	0,00	0,00	0,00	-6,75	-12,38	+5,63
1425 – Catégorie A	0,00	0,00	0,00	+57,88	+7,64	+50,24

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Mesures de périmètre en LFI (6)	Mesures de transfert en LFI (7)	Corrections techniques (8)	Impact des schémas d'emplois pour 2025 (5-4)-(2-1)-(6+7+8)	dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2024 sur 2025	dont impact du schéma d'emplois 2025 sur 2025
1426 – Catégorie B	0,00	0,00	+0,04	-5,59	+105,83	-111,42
1427 – Catégorie C	0,00	0,00	-0,03	-43,23	+42,82	-86,05
Total	0,00	0,00	+0,01	+2,31	+143,91	-141,60

En LFI 2025, le plafond autorisé d'emplois s'élevait à 5 032,33 équivalents temps plein travaillés (ETPT).

Au terme de la gestion, la consommation du plafond d'emplois en 2025 s'établit à 4 926,04 ETPT, dont 6,9 % de catégorie A+, 33,1 % de catégorie A, 40,1 % de catégorie B et 19,9 % de catégorie C (incluant les enquêteurs qui représentent 65,4 % des emplois de cette catégorie).

Cette consommation d'emplois a fait l'objet de retraitements pour tenir compte des agents payés par acomptes qui représentent 17,7 ETPT.

Le taux de consommation par rapport à la LFI 2025 se situe à 97,9 %.

La correction technique correspond à des arrondis entre catégories d'emploi.

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

Catégorie d'emploi	Sorties <i>dont départs en retraite</i>	Mois moyen des sorties	Entrées <i>dont primo recrutements</i>	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois Réalisation	Schéma d'emplois Prévision PAP
1424 – Catégorie A+	71,90 16,80	8,00	73,50 22,00	7,19	+1,60	0,00
1425 – Catégorie A	155,40 33,60	10,50	181,90 91,80	7,55	+26,50	+41,00
1426 – Catégorie B	281,10 85,70	4,80	225,10 116,00	8,70	-56,00	-15,00
1427 – Catégorie C	314,11 37,70	5,64	275,11 247,40	8,35	-39,00	-24,60
Total	822,51 173,80		755,61 477,20		-66,90	+1,40

L'exécution 2025 du schéma d'emplois a été de -66,9 ETP se décomposant comme suit : +1,6 A+, +26,5 A, -56,0 B et -39,0 C (dont +13,5 enquêteurs) pour un schéma d'emplois fixé à +1,40 ETP dans le projet annuel de performance 2025. L'écart est essentiellement lié au recrutement de 60 agents superviseurs pour une courte durée en décembre 2024 à la place de janvier 2025, afin de sécuriser la campagne de recensement de la population débutant le 16 janvier 2025.

Ainsi, le solde de -56 ETP sur la catégorie B s'explique par la fin des contrats de ces agents en mars 2025, comme lors de chaque campagne de recensement de la population. Sans cet événement exceptionnel, le solde de la catégorie B est de +4 ETP et le solde global est de -6,9 ETP.

SORTIES RÉALISÉES EN 2025

(en ETP)	Catégorie A+	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Total
Départs en retraite	16,8	33,6	85,7	37,7	173,8
Autres départs définitifs	0,0	17,0	112,0	159,9	288,9
Autres départs	55,1	104,8	83,4	116,5	359,8
Total des sorties	71,9	155,4	281,1	314,1	822,5
<i>dont contractuels</i>	0,0	17,0	112,0	159,9	288,9

ENTRÉES RÉALISÉES EN 2025

(en ETP)	Catégorie A+	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Total
----------	--------------	-------------	-------------	-------------	-------

Primo-recrutements	22,0	91,8	116,0	247,4	477,2
Autres entrées	51,5	90,1	109,1	27,7	278,4
Total des entrées	73,5	181,9	225,1	275,1	755,6
dont contractuels	0,0	29,8	77,0	231,1	337,9

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

(en ETPT)

Service	Prévision LFI	Réalisation	dont mesures de transfert	dont mesures de périmètre	dont corrections techniques	Impact des schémas d'emplois pour 2025	dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2024 sur 2025	dont impact du schéma d'emplois 2025 sur 2025
Administration centrale	1 158,33	1 104,35	0,00	0,00	0,00	+46,85	+43,00	+3,85
Services régionaux	3 712,00	3 643,37	0,00	0,00	+0,01	-64,16	+85,91	-150,07
Autres	162,00	178,32	0,00	0,00	0,00	+19,62	+15,00	+4,62
Total	5 032,33	4 926,04	0,00	0,00	+0,01	+2,31	+143,91	-141,60

(en ETP)

Service	Schéma d'emplois Prévision PAP	ETP au 31/12/2025 Réalisation
Administration centrale	-13,00	1 411,20
Services régionaux	-16,60	3 423,20
Autres	+31,00	205,00
Total	+1,40	5 039,40

La consommation moyenne annuelle du plafond d'emplois s'établit à 4926,04 ETPT, soit une sous-consommation de 109,3 ETPT qui concerne aussi bien l'administration centrale que les services régionaux.

Les emplois en administration centrale recouvrent les agents en poste à la direction générale à Montrouge et au centre de formation de l'Insee à Libourne (CEFIL). La consommation d'emplois est de 1104,3 ETPT, soit -54,0 ETPT par rapport à la prévision associée au plafond d'emplois de la LFI 2025.

La consommation des emplois des services régionaux est de 3643,4 ETPT, soit -68,6 ETPT par rapport à la prévision associée au plafond d'emplois de la LFI 2025.

Les emplois figurant sur la ligne « Autres » correspondent aux élèves fonctionnaires scolarisés à l'ENSAE (corps des administrateurs de l'INSEE, catégorie A+) et à l'ENSAI (corps des attachés statisticiens, catégorie A). Le nombre d'élèves fonctionnaires sur une année est de 205 pour les deux écoles. En 2025, Les effectifs d'élèves de l'ENSAI (attachés statisticiens) augmentent de 18 élèves (13 en deuxième année et 5 en troisième année).

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Prévision LFI ETPT	Réalisation ETPT
01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes	1 536,00	1 534,71
06 – Action régionale	486,00	507,04

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Prévision LFI	Réalisation
	ETPT	ETPT
08 – Information économique, démographique et sociale	1 793,00	1 656,95
09 – Pilotage, soutien et formation initiale	1 217,33	1 227,34
Total	5 032,33	4 926,04
Transferts en gestion		-1,00

L'action n° 01 (Infrastructures statistiques et missions régaliennes) comporte 1 534,7 ETPT qui correspondent à 31,2 % de l'ensemble des ETPT du programme.

L'action n° 06 (Action régionale) comporte 507,0 ETPT qui correspondent à 10,3 % de l'ensemble des ETPT du programme.

L'action n° 08 (Information économique, démographique et sociale) comporte 1 656,9 ETPT qui correspondent à 33,5 % de l'ensemble des ETPT du programme.

L'action n° 09 (Pilotage, soutien et formation initiale) comporte 1 227,3 ETPT qui correspondent à 24,9 % de l'ensemble des ETPT du programme. Il est à noter que le poids de cette action est surestimé, car certaines activités qui couvrent deux actions ou davantage lui sont imputées par défaut.

Les enquêteurs sont affectés aux seules actions 01 et 08 et représentent 13,0 % des ETPT du programme.

Un transfert de -1 ETPT a été réalisé en juillet 2025 dans le cadre de la gestion du service Proconnect vers le programme 129 (DINUM).

RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2024-2025	Dépenses de titre 2 Coût total chargé (en M€)	Dépenses hors titre 2 Coût total (en M€)
20,00	0,50	0,19

Le nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2024-2025 est de 20, contre 25 apprentis pour l'année scolaire précédente. 8 de niveau 1 (bac+5), 10 de niveau 2 (bac+3), 2 de niveau 3 (bac+2).

INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines		Effectifs gérés (effectifs physiques au 31 décembre 2025)
		6 379
Effectifs gérants (ETP au 31 décembre 2025)	207	3,2 %
administrant et gérant	122	1,9 %
organisant la formation	41	0,6 %
consacrés aux conditions de travail	15	0,2 %
consacrés au pilotage et à la politique de compétences	29	0,5 %

Le ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines comprend :

- au numérateur : le nombre de « gérants » consacrant la majeure partie de leur temps de travail à la gestion du personnel (unité de compte : ETP) dans les domaines suivants : gestion administrative, formation, suivi des conditions de travail et pilotage des ressources humaines ;
- au dénominateur : le nombre d'agents gérés (unité de compte : effectifs physiques). Le nombre d'agents gérés a été réestimé en tenant compte de l'ensemble des effectifs administrés par l'Insee en 2025.

A méthode constante, le ratio décroît de 0,1 point par rapport à 2024.

■ PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

Catégorie	Exécution 2024	Prévision LFI 2025	Exécution 2025
Rémunération d'activité	245 287 142	250 384 255	246 469 569
Cotisations et contributions sociales	138 090 199	146 900 982	143 629 960
Contributions d'équilibre au CAS Pensions :	102 550 431	110 816 017	107 779 863
– Civils (y.c. ATI)	102 536 228	110 816 017	107 779 863
– Militaires	14 202		
– Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)			
– Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions)			
Cotisation employeur au FSPOEIE			
Autres cotisations	35 539 768	36 084 965	35 850 097
Prestations sociales et allocations diverses	3 324 565	3 209 285	3 674 934
Total titre 2 (y.c. CAS Pensions)	386 701 906	400 494 522	393 774 464
Total titre 2 (hors CAS Pensions)	284 151 475	289 678 505	285 994 601
<i>FdC et AdP prévus en titre 2</i>		<i>800 000</i>	

En 2025, la dépense de crédits de personnel hors CAS Pensions, augmente de 1,84 M€, soit +0,65 %. L'augmentation de la dépense de CAS Pensions, de 5,23 M€, s'explique essentiellement par l'augmentation du taux de contribution employeur.

Le montant des allocations de retour à l'emploi s'est élevé à 1,1 M€, pour 97 bénéficiaires en décembre 2025.

■ ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	
Socle d'exécution 2024 retraitée	280,62
Exécution 2024 hors CAS Pensions	284,15
Impact des mesures de transfert et de périmètre 2025/ 2024	-0,02
Débasage de dépenses au profil atypique :	-3,50
– GIPA	-0,01
– Indemnisation des jours de CET	-1,85
– Mesures de restructuration	-0,08
– Autres dépenses de masse salariale	-1,56
Impact du schéma d'emplois	-0,85
EAP schéma d'emplois 2024	-0,88
Schéma d'emplois 2025	0,04
Mesures catégorielles	1,92

(en millions d'euros)

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions

Mesures générales

Rebasage de la GIPA

Variation du point de la fonction publique

Mesures bas salaires

GVT solde	1,58
GVT positif	4,21
GVT négatif	-2,63
Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA	2,98
Indemnisation des jours de CET	1,27
Mesures de restructurations	0,05
Autres rebasages	1,66
Autres variations des dépenses de personnel	-0,26
Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23	0,35
Autres variations	-0,61
Total	285,99

L'exécution des crédits de titre 2 hors CAS Pensions du programme s'est élevée en 2025 à 285,99 M€, soit une exécution inférieure de 3,69 M€ à la prévision LFI qui était de 289,68 M€ (-1,3 %).

Les écarts principaux entre l'exécution et la LFI s'expliquent par :

- une surestimation du socle d'exécution 2024 retraité lors des travaux préparatoires de la LFI (-1,22 M€) ;
- une sous-estimation de l'impact du schéma d'emplois (+0,14 M€), résultant de l'évolution de la structure des emplois et de l'évolution des dates moyennes d'entrées/sorties ;
- une sous-estimation des mesures catégorielles (+0,75 M€) ;
- une sous-estimation de l'effet du GVT (+0,48 M€) :

Le GVT solde s'établit à +1,58 M€, soit 0,56 % de la masse salariale, contre une enveloppe de +1,10 M€ prévue en LFI. Le GVT négatif de -2,63 M€ représente l'économie due à l'écart de rémunération entre les agents sortants et entrants du programme. Les personnels ont par ailleurs connu une évolution de leur rémunération liée au GVT positif (effet de carrière). Cette évolution du GVT positif s'est élevée à +4,21 M€.

- une surestimation des dépenses regroupées sur la ligne « Rebasage de dépenses au profil atypique » (-1,36 M€), résultant d'une surestimation de l'indemnisation des jours de CET (-0,28 M€) et d'une surestimation des dépenses diverses (restructuration, indemnités de départ volontaire et de rupture conventionnelle, rappels sur les exercices antérieurs) pour -1,08 M€ ;

- une surestimation des variations du poste « Autres variations des dépenses de personnel » (-2,48 M€). Les rétablissements de crédits sont identiques à l'année 2024, à 0,80 M€. Le montant de la prise en charge de la complémentaire santé est stable à 0,67 M€. Le montant du remboursement transport augmente légèrement de 0,04 M€. La dépense 2025 est de 1,30 M€ (+3,7 %).

La variation entre 2024 et 2025 de la dépense de l'indemnité dégressive (IDE), qui avait remplacé l'indemnité exceptionnelle de compensation de la CSG (IECSG) en 2024, est de -9 414 €. Le montant total payé pour cette indemnité en 2025 a été de 18 649 €.

L'indemnité dite de garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA), prévue par le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008, n'a pas été mise en œuvre par le Gouvernement en 2025, comme en 2024.

L'indemnité de télétravail a coûté 0,80 M€ en 2025, contre 0,65 M€ en 2024, soit une augmentation de 23,2 %.

Les « autres rebasages » se rapportent aux dépenses de l'année antérieure, i.e. dépenses 2024 payées en 2025. Les « autres variations » (-0,61 M€) correspondent à la variation des rétablissements de crédits (-0,15 M€) et à la mesure d'économie Kasbarian relative à la baisse de l'indemnisation des CMO (-0,44 M€).

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emplois	Coût moyen chargé HCAS			dont rémunérations d'activité		
	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie
1424 – Catégorie A+	118 542	120 448	111 917	107 015	109 157	101 719
1425 – Catégorie A	70 322	73 938	73 658	58 886	65 847	63 950
1426 – Catégorie B	45 421	47 669	51 540	37 275	42 120	44 690
1427 – Catégorie C	37 931	40 587	38 707	28 586	32 134	30 034

Pour la catégorie A+, le coût des sortants est inférieur au coût global. Ceci est la conséquence de la politique d'essaimage des corps de l'Insee vers les services statistiques ministériels, les entrées correspondant pour une partie importante à des agents seniors alors que les sorties correspondent souvent à des agents en première partie de carrière.

Les coûts pour les agents des catégories A+ et A n'intègrent pas les élèves fonctionnaires scolarisés à l'ENSAE (A+) et à l'ENSAI (A).

MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2025	Coût	Coût en année pleine
Mesures statutaires						1 494 878	1 644 278
lissage du schéma d'emplois sur la période du contrat 2023-2025	44	toutes	tous	01-2025	12	152 300	152 300
révision de la circulaire d'emplois des enquêteurs	640	C	enquêteur	03-2025	10	747 000	896 400
repyramidage	5 037	toutes	tous	01-2025	12	595 578	595 578
Mesures indemnitaires						427 950	427 950
RIFSEEP A et A+ : harmonisation du taux de CIA	1 626	A+ et A	inspecteurs généraux, administrateur, attaché	01-2025	12	427 950	427 950
Total						1 922 828	2 072 228

Les mesures catégorielles s'élèvent en 2025 à 1,92 M€, hors CAS Pensions, contre 1,2 M€ prévus en PAP 2025.

Cette enveloppe a permis de financer, au titre des mesures statutaires :

- des mesures de repyramidage pour 0,60 M€ ;
- le lissage du schéma d'emplois sur la période du contrat 2023-2025 pour 0,15 M€ ;
- la révision de la circulaire d'emplois des enquêtrices et des enquêteurs pour 0,75 M€ en 2025.

et au titre des mesures indemnitaires :

- une harmonisation des taux de CIA entre les catégories A et A+ pour 0,43 M€.

ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

Type de dépenses	Effectif concerné (ETP)	Réalisation Titre 3	Réalisation Titre 5	Total
Restauration		213 728		213 728
Mutuelles, associations		39 036		39 036

Type de dépenses	Effectif concerné (ETP)	Réalisation Titre 3	Réalisation Titre 5	Total
Total		252 764		252 764

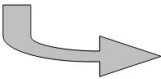
L'action sociale ministérielle (aide aux familles, logement, restauration, secours...) est portée par le secrétariat général des ministères économiques et financiers. Les principaux dispositifs, montants et bénéficiaires sont présentés dans la partie du RAP consacrée au programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières » de la mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines ».

Dépenses pluriannuelles

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2025	CP 2025
AE ouvertes en 2025 * (E1) 83 140 598	CP ouverts en 2025 * (P1) 82 965 306
AE engagées en 2025 (E2) 71 436 056	CP consommés en 2025 (P2) 72 397 006
AE affectées non engagées au 31/12/2025 (E3) 6 318 409	dont CP consommés en 2025 sur engagements antérieurs à 2025 (P3 = P2 – P4) 7 991 674
AE non affectées non engagées au 31/12/2025 (E4 = E1 – E2 – E3) 5 386 133	dont CP consommés en 2025 sur engagements 2025 (P4) 64 405 332

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024 brut (R1) 56 445 559						
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2024 (R2) -106						
						
Engagements ≤ 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024 net (R3 = R1 + R2) 56 445 453	–	CP consommés en 2025 sur engagements antérieurs à 2025 (P3 = P2 – P4) 7 991 674	=	Engagements ≤ 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2025 (R4 = R3 – P3) 48 453 779		
AE engagées en 2025 (E2) 71 436 056	–	CP consommés en 2025 sur engagements 2025 (P4) 64 405 332	=	Engagements 2025 non couverts par des paiements au 31/12/2025 (R5 = E2 – P4) 7 030 724		
				Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2025 (R6 = R4 + R5) 55 484 502		
						
					Estimation des CP 2026 sur engagements non couverts au 31/12/2025 (P5) 8 718 415	
					Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2026 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2025 (P6 = R6 – P5) 46 766 087	

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2025 + reports 2024 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

En fin d'année 2025, le montant des restes à payer est de 55,5 M€ soit une diminution de 961 057 M€ par rapport au 31/12/2024. Ces restes à payer sont majoritairement imputables aux baux portés par l'Insee, ayant donné lieu à des autorisations d'engagement (AE) en 2025 et au cours des exercices antérieurs. Conformément à la nature pluriannuelle de ces engagements, leur apurement interviendra progressivement au travers de consommations de crédits de paiement (CP) sur les exercices à venir.

Justification par action

ACTION

01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes	120 371 302	29 509 243	149 880 545	120 371 302	30 377 007	150 748 309
	121 172 193	31 085 091	152 257 284	121 172 193	32 734 913	153 907 106

L'action n° 01 « Infrastructures statistiques et missions régaliennes » regroupe les activités à caractère régalien : comptes nationaux, indice des prix à la consommation, recensement de la population, registres des personnes physiques (état civil et fichier électoral), répertoire SIRENE des entreprises et des établissements. Elle comprend aussi la mise à disposition de l'information à tous les publics ainsi que les travaux relatifs aux normes et nomenclatures, la méthodologie, la coordination statistique et internationale. La comptabilité nationale permet d'établir les références macroéconomiques majeures nécessaires au pilotage économique et social, l'indice des prix à la consommation constituant l'une de ces références. La tenue des répertoires se fait en partenariat avec les mairies pour le répertoire national d'identification des personnes physiques et le fichier électoral et en collaboration avec les centres de formalités des entreprises et d'autres organismes publics pour le répertoire national des entreprises et des établissements. L'objectif du recensement est la production de résultats fiables et récents relatifs à la population légale de chaque commune et à ses caractéristiques socio-démographiques. Depuis 2004, cette opération est annualisée, avec une enquête exhaustive tous les cinq ans par rotation dans les communes de moins de 10 000 habitants et un sondage annuel dans les communes de 10 000 habitants ou plus. Pendant deux mois, près de 24 000 agents recenseurs, recrutés par les communes et assistés de près de 400 superviseurs de l'Insee assurent la phase de collecte. Les recensements des collectivités d'outre-mer sont quinquennaux. Tous les ans, les populations légales sont authentifiées par décret à la fin décembre. Les principaux résultats statistiques sont publiés en juillet de l'année suivante et les bases de données infra-communales sont diffusées quelques mois plus tard, gratuitement sur le site www.insee.fr.

L'exécution budgétaire de l'année 2025 a été marquée par :

- la mise en œuvre du recensement exhaustif de la population à Mayotte pour un coût de 2,1 M€ en dépenses de fonctionnement et de 1,5 M€ en dépenses d'intervention (dotation forfaitaire de recensement versée par anticipation aux communes mahoraises),
- la réalisation du recensement de la population en Nouvelle-Calédonie prévu initialement en 2024, pour un coût de 2,1 M€ en CP.

CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

Volets du plan de relance	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
Verdissement	0	0	0	0
Indépendance et compétitivité	0	0	0	0
Cohésion sociale et territoriale	0	0	0	0

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	120 371 302	121 172 193	120 371 302	121 172 193
Rémunérations d'activité	75 261 499	76 037 832	75 261 499	76 037 832
Cotisations et contributions sociales	44 145 239	44 386 408	44 145 239	44 386 408
Prestations sociales et allocations diverses	964 564	747 953	964 564	747 953
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	9 509 243	10 530 340	8 277 007	10 107 072
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	9 509 243	10 530 340	8 277 007	10 107 072
Titre 6 : Dépenses d'intervention	20 000 000	20 554 751	22 100 000	22 627 841
Transferts aux collectivités territoriales	20 000 000	20 454 751	22 100 000	22 527 841
Transferts aux autres collectivités		100 000		100 000
Total	149 880 545	152 257 284	150 748 309	153 907 106

TITRE 2 : DÉPENSES DE PERSONNEL

Au titre de cette action, 1534,7 ETPT ont été consommés, répartis en :

- 98,3 ETPT d'agents de catégorie A+ ;
- 423,5 ETPT d'agents de catégorie A ;
- 707,2 ETPT d'agents de catégorie B ;
- 305,7 ETPT d'agents de catégorie C.

Au sein de la catégorie C, l'activité des enquêteurs de l'Insee prise en compte ici est celle des 140 ETPT enquêteurs qui réalisent la collecte de l'indice des prix à la consommation et les opérations d'enquêtes liées au recensement (recensement des communautés au sens de l'arrêté du 26 juin 2003, enquête de contrôle de la collecte du recensement, enquêtes de mises à jour du répertoire d'immeubles localisés).

Par rapport à l'exercice 2024 (1534,3 ETPT), les effectifs de l'action n° 01 sont stables (augmentation de 0,4 ETPT).

TITRE 3 : DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

La consommation figurant dans Chorus s'élève à 10,5 M€ en AE et à 10,1 M€ en CP.

CRÉDITS RELATIFS AU RECENSEMENT DE LA POPULATION (5,0 M€ en AE et 5,3 M€ en CP) :

Les dépenses relatives au recensement de la population comprennent :

- 1,6 M€ en AE et 1,7 M€ en CP pour la saisie, par lecture optique, des bulletins du recensement et les prestations d'impression ;
- 2,0 M€ en AE et 2,1 M€ en CP pour les frais de déplacement répartis en 1,1 M€ en AE et 1,2 M€ en CP de dépenses de location de véhicules et 0,9 M€ en AE et en CP d'indemnités de déplacement des superviseurs ;
- 1,4 M€ en AE et 1,5 M€ en CP pour des dépenses diverses (mobilier, fournitures, formation, téléphonie, communication).

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'INFORMATIQUE HORS RECENSEMENT (5,5 M€ en AE et 4,8 M€ en CP) :

Les dépenses concernant les autres activités relatives à cette action, telles que l'élaboration de l'indice des prix à la consommation, la gestion du fichier électoral, de celui de l'état-civil et du répertoire des entreprises et établissements (SIRENE) ou la diffusion de l'information statistique, se ventilent comme suit :

- 0,5 M€ en AE et CP pour l'affranchissement et les prestations d'impression ;

- 0,7 M€ en AE et en CP pour des frais de déplacement dont une partie est afférente aux déplacements des enquêteurs ;
- 4,0 M€ en AE et 3,5 M€ en CP de dépenses informatiques (saisie, achat de fichiers, entretiens de logiciels, téléphonie...) ;
- 0,3 M€ en AE et 0,1 M€ en CP de dépenses diverses (mobilier, fournitures, formation, communication).

TITRE 6 : DÉPENSES D'INTERVENTION (20,6 M€ en AE et 22,6 M€ en CP)

Les transferts aux collectivités territoriales correspondent pour l'essentiel à la dotation forfaitaire versée aux communes pour le recensement de la population en métropole et dans les DOM, dont le versement de 1,5 M€ en AE et CP par anticipation aux communes mahoraises et le versement de la subvention pour le recensement de la population en Nouvelle-Calédonie prévu initialement en 2024, de 2,1 M€ en CP.

ACTION

06 – Action régionale

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
06 – Action régionale	43 095 712	840 751	43 936 463	43 095 712	875 664	43 971 376
	48 783 191	1 275 148	50 058 339	48 783 191	1 377 309	50 160 499

L'action n° 06 « Action régionale » comprend deux types d'activités, dont le bon exercice nécessite une proximité géographique avec les bénéficiaires que sont les décideurs régionaux et locaux dans les régions, départements et territoires :

- la production et les analyses d'informations locales ;
- les études et collaborations réalisées en partenariat avec les acteurs publics en région. Seuls les « acteurs publics en région » (APR) bénéficient d'un service spécifique auprès des directions régionales. L'action régionale en direction régionale comporte donc une part faible de fonction diffusion (principalement la production d'une « offre de base » : bilan économique et social, tableaux économiques régionaux, alimentation de sites Internet régionaux...) et une part importante de collaborations notamment (dans le cadre de conventions) avec les APR.

CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

Volets du plan de relance	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
Verdissement	0	0	0	0
Indépendance et compétitivité	0	0	0	0
Cohésion sociale et territoriale	0	0	0	0

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	43 095 712	48 783 191	43 095 712	48 783 191
Rémunérations d'activité	26 945 358	30 784 357	26 945 358	30 784 357
Cotisations et contributions sociales	15 805 017	17 740 212	15 805 017	17 740 212
Prestations sociales et allocations diverses	345 337	258 622	345 337	258 622
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	840 751	1 275 148	875 664	1 367 309
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	840 751	1 275 148	875 664	1 367 309
Titre 6 : Dépenses d'intervention				10 000
Transferts aux autres collectivités				10 000
Total	43 936 463	50 058 339	43 971 376	50 160 499

TITRE 2 : DÉPENSES DE PERSONNEL

Au titre de cette action, 507,1 ETPT ont été consommés, répartis en :

- 28,4 ETPT d'agents de catégorie A+ ;
- 241,9 ETPT d'agents de catégorie A ;
- 212,3 ETPT d'agents de catégorie B ;
- 24,5 ETPT d'agents de catégorie C.

Par rapport à l'exercice 2024 (506,9 ETPT), les effectifs de l'action n° 06 sont stables (+0,2 ETPT).

TITRE 3 : DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement de cette action s'élèvent à 1,3 M€ en AE et à 1,4 M€ en CP. Elles couvrent les frais d'études réalisées en partenariat avec les acteurs publics régionaux, la production de publications régionales, ainsi que la réalisation d'extensions d'enquêtes nationales correspondant à des extensions d'échantillon visant à satisfaire des besoins d'informations régionales. Les dépenses sont, pour l'essentiel, des dépenses d'impression, de frais de communication, de documentation et d'études pour 1,2 M€ en AE et 1,3 M€ en CP, et des frais de déplacement pour 0,1 M€ en AE et en CP.

TITRE 6 : DÉPENSES D'INTERVENTION

Les dépenses correspondent à des subventions versées à l'association pour le développement du festival international de géographie (ADFIG) dans le cadre du festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges et au centre européen de promotion de l'histoire dans le cadre des Rendez-vous de l'Histoire de Blois auxquels l'INSEE a participé afin d'aller au-devant de tous les publics.

ACTION**08 – Information économique, démographique et sociale**

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
08 – Information économique, démographique et sociale	127 235 166 125 769 239	4 597 593 4 931 157	131 832 759 130 700 396	127 235 166 125 769 239	4 795 427 5 703 557	132 030 593 131 472 795

L'action n° 08 « Information économique, démographique et sociale » regroupe les activités concernant l'information économique, démographique et sociale à travers des enquêtes et études économiques relatives aux entreprises et aux ménages. Elle traite notamment :

- les statistiques conjoncturelles d'entreprises : production de données conjoncturelles (indice de chiffre d'affaires, de stocks, de prix à la production, à l'exportation ou à l'importation, indice de la production industrielle, indice du coût de la construction, données sur la démographie des entreprises) ;
- les statistiques structurelles d'entreprises : production de données structurelles sur les entreprises à partir de l'exploitation des données fiscales et des données des enquêtes annuelles auprès des entreprises ; - les études et synthèses économiques : en vue d'identifier et de mieux comprendre les évolutions à court, moyen et long terme de l'économie française, des études de synthèse sont publiées, notamment la note de conjoncture de l'Insee et le rapport sur les comptes de la Nation ;
- les études démographiques (hors recensement), de ressources et de conditions de vie : entrent dans ce champ les investigations démographiques, mobilisant notamment les données d'état-civil et les résultats spécifiques sur la population française, les enquêtes à périodicité de quatre à dix ans auprès des ménages sur des thèmes relatifs à des politiques publiques (éducation, logement, budget des familles, personnes sans domicile, dépendance, etc.) ainsi que des enquêtes et études sur des aspects de la vie sociale (utilisation du temps, patrimoine, sécurité, isolement social par exemple) ;
- les études sur la formation, l'emploi et les revenus : l'Insee réalise des enquêtes et études dans le domaine de l'emploi permettant de suivre l'évolution du chômage et de l'emploi. La référence majeure est l'enquête emploi réalisée en continu auprès des ménages et répondant à des normes européennes et internationales. S'agissant des revenus, les travaux reposent essentiellement sur la mobilisation des sources administratives et en particulier la déclaration sociale nominative (DSN) ;
- les études sociales : en collaboration avec d'autres organismes d'études, l'Insee réalise des documents de synthèse sur les évolutions de la société française, la référence majeure sur ce point étant la publication annuelle « France, portrait social ».

CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

Volets du plan de relance	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
Verdissement	0	0	0	0
Indépendance et compétitivité	0	0	0	0
Cohésion sociale et territoriale	0	0	0	0

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	127 235 166	125 769 239	127 235 166	125 769 239
Rémunérations d'activité	79 553 090	80 002 543	79 553 090	80 002 543
Cotisations et contributions sociales	46 662 508	45 058 390	46 662 508	45 058 390
Prestations sociales et allocations diverses	1 019 568	708 307	1 019 568	708 307
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	4 597 593	4 040 921	4 795 427	4 585 217
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 597 593	4 037 321	4 795 427	4 585 217
Subventions pour charges de service public		3 600		
Titre 5 : Dépenses d'investissement		180 806		258 910
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		180 806		258 910
Titre 6 : Dépenses d'intervention		709 431		859 431
Transferts aux collectivités territoriales		709 431		709 431
Transferts aux autres collectivités				150 000
Total	131 832 759	130 700 396	132 030 593	131 472 795

TITRE 2 : DÉPENSES DE PERSONNEL

Au titre de cette action, 1656,9 ETPT ont été consommés, répartis en :

- 112,6 ETPT d'agents de catégorie A+ ;
- 396,8 ETPT d'agents de catégorie A ;
- 541,0 ETPT d'agents de catégorie B ;
- 606,5 ETPT d'agents de catégorie C.

Au sein de la catégorie C, l'activité des enquêteurs de l'Insee a représenté 500 ETPT.

Par rapport à l'exercice 2024 (1652,2 ETPT), les effectifs de l'action n° 08 augmentent de 4,7 ETPT, soit +0,3 %.

TITRE 3 : DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Ces dépenses correspondent aux frais généraux liés à la réalisation des enquêtes auprès des entreprises pour la collecte des données structurelles et conjoncturelles, des enquêtes pérennes auprès des ménages, des enquêtes ponctuelles, à la production de données d'études dans les domaines de l'emploi, des revenus, des ressources et des conditions de vie des ménages et aux travaux menés avec Eurostat.

Les dépenses de fonctionnement de cette action, soit 4,0 M€ en AE et 4,6 M€ en CP comprennent essentiellement :

- 0,3 M€ en AE et CP pour les frais d'affranchissement ;
- 0,3 M€ en AE et en CP pour l'impression et la documentation ;
- 2,1 M€ en AE et en CP pour les frais de déplacement des enquêteurs (y compris la location de véhicules) ;
- 0,7 M€ en AE et 1, 2 M€ en CP pour les dépenses informatiques et études ;
- 0,6 M€ en AE et 0,7 M€ en CP pour les dépenses diverses, comprenant notamment des frais de communication et de formation.

TITRE 5 : DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement correspondent au projet de réingénierie du système d'élaboration des statistiques annuelles d'entreprises (ESANE).

TITRE 6 : DÉPENSES D'INTERVENTION

Les dépenses d'intervention correspondent :

- au versement de la dotation forfaitaire de recensement aux communes participant à l'enquête Familles 2025, pour un montant de 0,7 M€ en AE et en CP en 2025 ;
- ainsi qu'au versement de 0,15 M€ en CP à la Paris School of Economics (École d'économie de Paris), dans le cadre d'une convention de partenariat relative à la chaire de recherche « Mesures de l'économie ».

ACTION

09 – Pilotage, soutien et formation initiale

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
09 – Pilotage, soutien et formation initiale	110 592 342 98 049 842	40 120 242 34 144 659	150 712 584 132 194 501	110 592 342 98 049 842	41 901 762 32 581 228	152 494 104 130 631 069

L'action n° 09 « Pilotage, soutien et formation initiale » recouvre le pilotage, l'organisation et la coordination des fonctions support de l'ensemble des services centraux et régionaux de l'Insee. Au-delà des moyens de la direction générale de l'Insee et des services qui lui sont directement rattachés, elle regroupe :

- les fonctions de l'inspection générale de l'Insee ainsi que l'ensemble des fonctions de nature transverse : direction dans les établissements régionaux, gestion des ressources humaines et financières, logistique, etc. ;
- les moyens engagés pour le support informatique, tout particulièrement les dépenses dites socle d'infrastructure et de maintenance des applications ;
- la formation continue des agents, notamment dispensée par le centre de formation de l'Insee à Libourne (CEFIL), et la formation des élèves fonctionnaires suivant leur scolarité initiale au sein d'une des deux écoles du groupe des écoles nationales d'économie et statistique : l'ENSAE et l'ENSAI. La formation de statisticiens-économistes pour l'administration et le secteur public est une mission de l'Insee. Elle contribue à la diffusion et au développement des connaissances dans les domaines de la statistique, de l'économie, de la finance, de la sociologie quantitative et du traitement de l'information ;
- la communication générale de l'Institut.

L'exécution budgétaire de l'année 2025 a été marquée par :

- Le renouvellement des baux de l'établissement de Reims et de la résidence Pierre Bérégovoy où sont hébergés les élèves du centre de formation de l'INSEE à Libourne qui a mobilisé respectivement 1,4 M€ et 1,0 M€ en AE ;
- Le déménagement de la direction régionale PACA à Marseille qui a été retardé par des infiltrations liées aux intempéries de septembre 2025, entraînant une demande de report de CP sur 2026 (1,71 M€) ;
- Le relogement des élèves du CEFIL à Libourne dont l'acquisition de l'ex-internat du collège Atget, initialement prévue en 2025 et qui a été reportée à 2026, entraînant une demande de report de CP sur 2026 (2,7 M€).

CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

Volets du plan de relance	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
Verdissement	0	0	0	0
Indépendance et compétitivité	0	0	0	0
Cohésion sociale et territoriale	0	0	0	0

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	110 592 342	98 049 842	110 592 342	98 049 842
Rémunérations d'activité	69 125 076	59 644 838	69 125 076	59 644 838
Cotisations et contributions sociales	40 581 031	36 444 951	40 581 031	36 444 951
Prestations sociales et allocations diverses	886 235	1 960 053	886 235	1 960 053
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	40 120 242	31 134 497	41 901 762	29 306 514
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	40 120 242	31 134 497	41 901 762	29 306 514
Titre 5 : Dépenses d'investissement		2 971 462		3 243 514
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		2 367 602		2 491 249
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		603 860		752 265
Titre 6 : Dépenses d'intervention		33 500		26 000
Transferts aux autres collectivités		33 500		26 000
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières		5 200		5 200
Prêts et avances		5 200		5 200
Total	150 712 584	132 194 501	152 494 104	130 631 069

TITRE 2 : DÉPENSES DE PERSONNEL

Au titre de cette action, 1227,3 ETPT ont été consommés, répartis en :

- 105,0 ETPT d'agents de catégorie A+ ;
- 469,8 ETPT d'agents de catégorie A ;
- 517,3 ETPT d'agents de catégorie B ;
- 135,2 ETPT d'agents de catégorie C.

Par rapport à l'exercice 2024 (1231,3 ETPT), les effectifs de l'action n° 09 diminuent de 4 ETPT, soit -0,32 %.

TITRE 3 : DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement au titre de cette action s'élèvent à 31,1 M€ en AE et en 29,3 M€ en CP. Elles se répartissent en cinq grandes catégories :

1. les dépenses liées à l'occupation des locaux pour un montant de 12,8 M€ en AE et 12,7 M€ en CP, détaillées ainsi :

- 4,6 M€ en AE et 6,9 M€ en CP pour les loyers et les charges ;
- 1,4 M€ en AE et 1,2 M€ en CP pour du mobilier, des fournitures et de l'équipement ;
- 2,4 M€ en AE et 1,9 M€ en CP pour le nettoyage et le gardiennage des locaux ;
- 2,4 M€ en AE et 0,8 M€ en CP pour les dépenses de fluides ;
- 2,0 M€ en AE et 1,9 M€ en CP pour l'entretien immobilier.

2. les dépenses informatiques, à hauteur de 10,1 M€ en AE et 8,6 M€ en CP ventilées en :

- 3,4 M€ en AE et 3,6 M€ en CP pour l'achat de matériel et de prestations de maintenance et d'entretien des logiciels informatiques ;
- 6,1 M€ en AE et 4,2 M€ en CP pour des prestations d'études, d'assistance et de redevances et achats divers ;
- 0,6 M€ en AE et 0,8 M€ en CP pour l'entretien de logiciels.

3. les frais de déplacement et les dépenses de formation pour un montant de 4,5 M€ en AE et 3,5 M€ en CP :

- 1,9 M€ en AE et CP pour les frais de déplacement, dont 0,2 M€ pour les indemnités de changement de résidence et les congés bonifiés ;
- 1,5 M€ en AE et 0,5 M€ en CP pour l'achat, la location et l'entretien de matériel de transport ;
- 1,1 M€ en AE et CP pour la formation.

4. les dépenses diverses de fonctionnement courant à concurrence de 0,5 M€ en AE et en CP, couvrant des dépenses d'impression, de documentation et de communication, ainsi que les subventions aux restaurants administratifs.

5. la dernière catégorie correspond aux dépenses qui n'ont pas pu être ventilées sur les actions n° 01, n° 06 et n° 08, pour un montant de 3,2 M€ en AE et 4,0 M€ en CP :

- 1,4 M€ en AE et CP pour de l'affranchissement
- 0,5 M€ en AE et CP pour de la saisie, des achats de fichiers et de la traduction
- 0,5 M€ en AE et 1,4 M€ en CP pour de la téléphonie
- 0,8 M€ en AE et 0,7 M€ en CP pour des honoraires, indemnités, dommages et intérêts

TITRE 5 : DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 3 M€ en AE et à 3,2 M€ en CP. Elles correspondent à de l'achat de mobiliers et des travaux immobiliers (1,9 M€ en AE et 2,3 M€ en CP) et à des achats de licences informatiques (1,1 M€ en AE et 0,9 M€ en CP).

TITRE 6 : DÉPENSES D'INTERVENTION

Ces dépenses correspondent à des subventions à l'association des stagiaires du centre de formation des contrôleurs de l'Insee et à la Fondation pour l'Université de Lyon pour l'organisation des Journées de l'économie.

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense	Réalisation 2024		Prévision LFI 2025		Réalisation 2025	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Universités et assimilés (P150)					3 600	
Subventions pour charges de service public					3 600	
Total					3 600	
Total des subventions pour charges de service public					3 600	

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2025, leur réalisation 2024 est sans objet.